



PREFET DE LA REGION AQUITAINE

DIRECTION REGIONALE
DE L'AGRICULTURE
& DE LA FORET
Service Régional de la
Forêt & du Bois

Arrêté du – 7 DEC. 2015

*Conditions de financement par des aides de l'Etat des
investissements liés aux actions de prévention pour la
défense des forêts contre les incendies, la restauration des
terrains de montagne et la fixation des dunes côtières*

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,
PRÉFET DE LA GIRONDE

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil,

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 concernant relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil,

Vu le règlement (UE) n°702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

Vu le règlement (UE) n°1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis,

Vu l'information de la Commission européenne du 1^{er} décembre 2014 concernant les lignes directrices de l'Union européenne concernant les aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales 2014-2020,

Vu la décision d'exécution de la commission européenne du 7 août 2015 portant approbation du programme de développement rural de l'Aquitaine (France) en vue d'un soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural,

Vu le code forestier,

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 modifié relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement,

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

Vu le décret n° 2014-1456 du 5 décembre 2014 pris pour l'application de l'article 10 du décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement,

Vu le décret n°2015-1282 du 13 octobre 2015 relatif aux subventions accordées par l'Etat en matière d'investissement forestier

Vu l'arrêté du 26 octobre 2015 relatif aux subventions de l'Etat accordées en matière d'investissement forestier en faveur des actions de prévention pour la défense des forêts contre les incendies, la restauration des terrains de montagne et la fixation des dunes côtières

Vu la convention entre l'État, la Région Aquitaine et l'ASP du 14 janvier 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Aquitaine,

Vu l'arrêté préfectoral du 10 mai 2010 modifié fixant les listes des espèces et des matériels forestiers de reproduction éligibles aux aides de l'Etat en région Aquitaine,

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général pour les Affaires Régionales par intérim,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Objet

Le présent arrêté a pour objet de fixer, pour la région Aquitaine, les conditions techniques et financières d'attribution des aides pour les opérations d'investissement forestier à caractère protecteur, environnemental et social relatifs :

- aux actions de prévention pour la défense des forêts contre les incendies :
 - dans le cadre du type d'opération 8.3.A du Programme de Développement Rural de la région Aquitaine
 - ou hors Programme de Développement Rural de la région Aquitaine
- à la restauration des terrains en montagne,
- au contrôle de la mobilité et la fixation des dunes littorales appartenant à des collectivités locales ou à des propriétaires particuliers.

ARTICLE 2 - Bénéficiaires éligibles

Le bénéfice des aides est accordé aux titulaires de droits réels et personnels sur les immeubles sur lesquels sont exécutées les opérations justifiant les aides de l'Etat ou à leurs représentants légaux.

Peuvent également être bénéficiaires les personnes morales de droit public ou leurs groupements, les associations syndicales, leurs unions, et les fédérations ne détenant pas de droit de propriété sur les immeubles en cause lorsqu'ils réalisent des opérations justifiant l'aide de l'Etat.

La liste des bénéficiaires éligibles pour les actions de prévention pour la défense des forêts contre l'incendie est précisée en annexe I.

Pour les opérations visées aux deux premiers alinéas de l'article premier, l'Office National des Forêts peut être bénéficiaire pour les forêts domaniales.

ARTICLE 3 - Mode de calcul des aides

L'aide est attribuée sous la forme d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel résultant de l'application d'un taux de subvention au montant hors taxes du devis estimatif plafonné approuvé par l'administration. Le montant définitif est calculé par application de ce taux à la dépense réelle, plafonnée à la dépense éligible prévisionnelle.

Dans le cas général, une modification du projet initial peut néanmoins intervenir si elle est approuvée par le service instructeur préalablement à la réalisation des travaux. Cette modification, si elle est acceptée, donne lieu à une décision juridique modificative.

Le taux maximum d'aides publiques est fixé à 80 % sauf pour les opérations relevant du décret n°2014-1456 du 5 décembre 2014 pour lesquelles il peut être augmenté.

La part de l'Etat s'élève au maximum à :

- 40 % pour les dossiers qui s'inscrivent dans le cadre du type d'opération 8.3.A du Programme de Développement Rural de la région Aquitaine, à l'exception des dossiers relevant du décret n° 2014-1456, pour lesquels la part de l'Etat est au maximum de 50 %.
Ce taux est un maximum et la part de l'Etat ne pourra excéder celle qui sera calculée en tenant compte des taux d'aides et du taux de cofinancement pour ce type d'opération fixés dans le PDR de la région Aquitaine.

Les taux d'aides fixés dans le PDR de la région Aquitaine sont précisés en annexe I

- 80 % pour les dossiers hors Programme de Développement Rural de la région Aquitaine,

ARTICLE 4 - Critères d'admissibilité techniques et financiers

Le montant minimal de l'aide par projet est fixé à 1.000 euros sauf pour les projets de DFCI relevant du type d'opération 8.3.A du Programme de Développement Rural de la région Aquitaine pour lesquels le montant minimal des dépenses éligibles est fixé à 10 000 euros.

Les demandes d'aide n'atteignant pas ces seuils ne sont pas recevables

Les conditions techniques et financières d'éligibilité sont fixées dans les annexes I à III

ARTICLE 5 - Engagement

L'aide de l'Etat est accordée sous réserve du respect des engagements de réalisation et de pérennité de l'investissement qui courent à compter de la date de notification de la décision juridique et jusqu'à l'achèvement d'une période de cinq ans à compter de la date du paiement final relatif à l'aide attribuée.

ARTICLE 6 - Abrogation du précédent arrêté

Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2007 modifié fixant les conditions de financement par des aides publiques des opérations d'investissement forestier à caractère protecteur, environnemental et social.

ARTICLE 7 - Exécution

Les préfets des départements de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, du Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques, le secrétaire général pour les affaires régionales par intérim, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la Forêt par intérim, le délégué régional de l'agence de services et de paiement, le directeur régional des finances publiques, les directeurs départementaux des territoires (et de la mer) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Bordeaux, le 7 DEC. 2015



Pierre DARTOUT

ANNEXES A L'ARRETE DU PREFET DE LA REGION AQUITAINE

Relatif aux conditions de financement par des aides de l'Etat des investissements liés aux actions de prévention pour la défense des forêts contre les incendies, la restauration des terrains de montagne et la fixation des dunes côtières

I - DEFENSE DES FORÊTS CONTRE LES INCENDIES

Annexe I

Conditions techniques d'éligibilité

Annexe I-1

Conditions financières d'éligibilité

Annexe I-2

Zone de montagne

Annexe I-3

Typologie des travaux

Annexe I-4

II - TRAVAUX DE RESTAURATION DES TERRAINS DE MONTAGNE

Annexe II

III - TRAVAUX DE CONTROLE DE LA MOBILITE ET DE FIXATION DES DUNES LITTORALES NON BOISEES

Annexe III

DEFENSE DES FORETS CONTRE L'INCENDIE

CONDITIONS TECHNIQUES D'ÉLIGIBILITÉ

1) OPÉRATIONS ÉLIGIBLES EN RÉGION AQUITAINE

Au titre de la mesure 8.3.A du Programme de Développement Rural de la région Aquitaine

- création ou mise aux normes des chemins et pistes de DFCI et leurs annexes : barrières, ouvrages de franchissement, fossés latéraux aux pistes et collecteurs, panneaux de signalisation (pour pistes et points d'eaux), tronçons bétonnés dans les secteurs le nécessitant, ainsi que le coût des opérations d'identification des propriétaires, l'obtention de leur accord et les frais de bornage par un géomètre,
- création ou mise aux normes des points d'eau fixes ou mobiles (citernes, retenues, forages, captages),
- opérations visant à réduire la biomasse combustible, dont brûlage dirigé et créations de zones débroussaillées stratégiques (au delà des obligations légales),
- création ou amélioration des systèmes de surveillance fixes, notamment par la mise en place de tours de guet, d'installation de détection automatique ainsi que d'équipements de surveillance et de communication,
- cartographie des zones à risque et constitution de bases de données descriptives et géoréférencées des équipements de prévention,
- activités locales ou à petite échelle contre les incendies, notamment les projets de démonstration portant sur la fiabilité des techniques et des technologies de prévention et de surveillance,
- maîtrise d'œuvre des travaux par un maître d'œuvre autorisé,
- étude d'opportunité ou d'impact écologique, économique et paysagère préalable dont la réalisation ne constitue pas un début d'exécution,
- Formalités administratives destinées à assurer la pérennité juridique des équipements de prévention : servitude de passage et d'aménagement, déclaration d'utilité publique, déclaration d'intérêt général ou d'urgence.

Les travaux de création ou de mise aux normes des équipements réalisés dans le périmètre d'une association syndicale autorisée de défense des forêts contre l'incendie doivent s'inscrire dans le cadre des programmes de travaux de cette association avec avis de l'union ou de la fédération départementale.

Pour le Massif des Landes de Gascogne les opérations d'équipement devront respecter les normes techniques définies par le document « Typologie des travaux de défense des forêts contre l'incendie – Juin 2004 » figurant en annexe I-4.

Hors Programme de Développement Rural de la région Aquitaine

- actions d'animation et d'information en direction du public et des professionnels,
- actions de formation notamment au brûlage dirigé et à l'incinération,
- élaboration, révision ou actualisation des plans de protection des forêts contre l'incendie et des plans de massif à vocation DFCI,
- acquisition de matériel pédagogique pour le brûlage dirigé et l'incinération par le Centre de Formation de Bazas et d'équipements pour la mise en œuvre de cette politique par le GIP ATGéRi

- fonctionnement du GIP ATGéRi

Les actions doivent être conformes au plan régional de protection des forêts contre les incendies

2) TRAVAUX DE CRÉATION OU MISE AUX NORMES DE CHEMINS OU PISTES

DÉFINITION DU MASSIF DES LANDES DE GASCOGNE

La région des Landes de Gascogne est définie par la liste des communes désignées dans l'arrêté ministériel du 5/11/1945 pris en application de l'ordonnance n° 45-852 du 28/04/1945 relative à la mise en valeur de la région des Landes de Gascogne.

A. LARGEURS D'EMPRISE MINIMALE

Massif des Landes Gascogne :

	pas de fossés	un seul fossé	deux fossés
Piste empierrée	8 m	10 m	12 m
Piste en sol naturel	6 m	6,50 m (fossé fait à la niveleuse) 7 m (fossé trapézoïdal)	8 m

Hors massif des Landes de Gascogne :

	pas de fossés	un seul fossé	deux fossés
emprise minimale	6 m	6,50 m (fossé fait à la niveleuse) 7 m (fossé trapézoïdal)	8 m

Toutefois cette emprise pourra, à titre exceptionnel, descendre jusqu'à 4 m dans les cas suivants :

- pistes desservant et traversant plusieurs propriétés distinctes
- refus de certains propriétaires d'autoriser une emprise de 6 m sur une section de piste permettant de raccorder des pistes dont l'emprise répond aux normes ci-dessus.
- impossibilité technique (pente en travers, nature du terrain/matériaux)

La largeur maximale de chaussée (ou bande de roulement) est fixée à 4 m.

B. PISTES EMPIERRÉES OU GRAVÉES

Massif des Landes de Gascogne : l'épaisseur de matériaux après compactage devra être égale ou supérieure à 25 cm (valeur moyenne), épaisseur calculée en tenant compte du fond de forme existant.

Hors massif des Landes de Gascogne : cette épaisseur devra être égale ou supérieure à 20 cm (valeur moyenne).

C. DÉCLIVITÉ MAXIMALE

- Cas général : 6 %
- Régions vallonnées et Massif des Pyrénées : 12 %.

Pour des cas particuliers dûment argumentés, des dérogations à ces normes de déclivité pourront être accordées par la DRAAF via le service instructeur de la DDT(M).

A. REVÊTEMENT DE CHAUSSÉE

Non éligible sauf pour les passages difficiles :

- tronçons ponctuels à pente très forte

- raccordements avec des routes publiques ,etc.

Le type de revêtement (enrobé, bi ou tri-couche, macadam à l'eau ...) devra faire l'objet d'une analyse au cas par cas. Il devra être choisi en fonction des caractéristiques locales et du type de terrain et après avis conforme des services de la DDT(M).

B. RETOURNEMENT DES CAMIONS

Prévoir systématiquement des aires de retournement de façon à ce que les véhicules utilisant ces chemins et pistes n'aient pas à manœuvrer sur les voies publiques

C. PASSAGES BUSÉS

Obligation d'utiliser des buses "armées" de classe 90A minimum ou équivalent. La longueur minimale des passages busés est de 7m ; la longueur minimale pourra être exceptionnellement ramenée à 5 m hors massif landais.

D. RESTRICTION DE CIRCULATION

L'accès des routes et pistes nouvellement créées devra être réservé aux usages professionnels (gestion et exploitation forestière), aux services de secours, aux propriétaires forestiers ainsi qu'à leurs ayants-droits (sauf dans le cas des voiries rurales ouvertes à la circulation publique), avec l'installation d'un panneau de réglementation. Des barrières avec cadenas normalisés pourront être installées pour interdire la circulation publique aux véhicules motorisés.

Cette restriction d'accès pourra également être instaurée à l'occasion des remises aux normes de routes et pistes existantes dans les cas suivants :

- routes et pistes situées dans des zones de fortes fréquentations touristiques,
- routes et pistes situées en zone périurbaines.
- routes et pistes dans des secteurs à enjeux environnementaux particuliers.

CONDITIONS FINANCIÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

1) BÉNÉFICIAIRES ÉLIGIBLES**Au titre de la mesure 8.3.A du Programme de Développement Rural de la région Aquitaine**

- Propriétaires privés et leurs groupements,
- Collectivités territoriales et leurs groupements, propriétaires de forêts,
- Personnes morales de droit public ou leurs groupements y compris SDIS, associations syndicales autorisées ou constituées d'office ainsi que leurs unions ou fédérations, ne détenant pas de droit de propriété sur les immeubles en cause lorsqu'elles réalisent des opérations d'intérêt général et qu'elles possèdent des compétences en matière de DFCI. Parmi ces bénéficiaires figurent notamment :

- les associations syndicales autorisées de DFCI ainsi que leurs unions ou fédérations départementales et régionales,
- les syndicats intercommunaux lorsque leurs statuts prévoient que leur domaine de compétence comprend :
 - la création et/ou l'entretien de chemins et infrastructures de PFCI (ou de DFCI)
 - la création et/ou l'entretien de chemins forestiers
 - la mise en valeur de massifs forestiers
- les collectivités locales et leurs groupements,
- le G.I.P. Aménagement du Territoire et Gestion des Risques
- les SDIS (Services Départementaux d'Incendie et de Secours),
- l'ONF pour les opérations réalisées en forêt domaniale

Le bénéficiaire devra s'assurer, pour tout nouveau projet, de la pérennisation juridique des ouvrages subventionnés .

Hors Programme de Développement Rural de la région Aquitaine

En plus des bénéficiaires éligibles au titre de la mesure 8.3.A du PDRA sont éligibles :

- le Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole de Bazas,
- les instituts de recherche.

2) COÛTS PLAFONDS ET TAUX D'AIDES POUR LES OPERATIONS RELEVANT DE LA MESURE 8.3.A DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DE LA RÉGION AQUITAINE**A - COÛTS PLAFONDS DES TRAVAUX DE CRÉATION OU MISE AUX NORMES DE CHEMINS OU PISTES**

Découpage de la région Aquitaine en 2 zones :

- Zone 1 : Zone de montagne (voir annexe I-3)
- Zone 2 : Reste de la Région

Nature des travaux		Coûts plafonds	
		Zone 1	Zone 2
1	Réalisation ou mise aux normes de pistes en terrain naturel	12.000 €/km	
2	Réalisation ou mise aux normes de pistes gravées	73.000 €/km	52.000 €/km
3	Réalisation ou mise aux normes d'un fossé latéral ou collecteur	3.000 €/km	
4	Fourniture et pose de barrières piste inférieure à 2 Km	5.000 €	
5	Fourniture et pose de barrières piste de plus de 2 Km : au plus 1 pour 1 km de piste	2.500 €/km	
6	Création de passages busés : <div style="text-align: center;"> $400\text{ mm} \leq \text{diamètre des buses} \leq 600\text{ mm}$ $600\text{ mm} < \text{diamètre des buses} \leq 1.000\text{ mm}$ $1.000\text{ mm} < \text{diamètre des buses}$ </div>	110 €/ml 150 €/ml 500 €/ml	
7	Création de place de dépôt et sur largeur	16 €/m2	

Les diverses natures de travaux sont cumulables dans le cadre des coûts plafonds suivants :

- Zone de montagne : 95.000 €/km
- Reste de la Région : 75.000 €/km

B – COUTS PLAFONDS DES PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Les dépenses liées à la maîtrise d'œuvre et/ou à l'étude préalable sont éligibles dans la limite de 12 % du montant total des travaux plafonnés.

C – TAUX D'AIDES PUBLIQUES

Le taux d'aide publique est fixé à :

- 50 % pour les dossiers présentés par les propriétaires privés ou leur groupements,
- 80 % pour les dossiers présentés par les autres catégories de bénéficiaires. Ce taux peut être porté à 100 % si le projet satisfait aux conditions suivantes :
 - La demande est effectuée par une association syndicale autorisée de défense des forêts contre l'incendie intervenant sur le territoire d'une commune dont le taux de dégâts forestiers subis du fait de la tempête du 24 janvier 2009 dite «tempête Klaus» est supérieur à 45 % ;
 - Le projet d'investissement concerne une voie de défense des forêts contre l'incendie dont la réfection est reconnue prioritaire par le préfet au regard des dégâts constatés et du caractère stratégique de cette voie pour le déplacement des services de prévention et de lutte contre l'incendie.

Annexe I-3

Zone de montagne - Arrêté du 28 mai 1997 portant classement des communes en zone agricole défavorisée montagne complété par l'arrêté du 21 juillet 1998

64006	ACCOUS	64188	CHERAUTE	64340	LICHANS-SUNHAR
64008	AHAXE-ALCIETTE-BASCASSAN	64204	EAUX-BONNES	64342	LICQ-ATHEREY
64011	AINCILLE	64206	ESCOT	64345	LOHITZUN-OYHERCO
64012	AINHARP	64213	ESPELETTE	64350	LOUHOSSOA
64013	AINHICE-MONGELOS	64217	ESQUIULE	64351	LOURDIOS-ICHERE
64014	AINHOA	64218	ESTERENCUBY	64353	LOUVIE-JUZON
64015	ALCAY-ALCABEHETY-SUNHARETTE	64222	ETCHEBAR	64354	LOUVIE-SOUBIRON
64016	ALDUDES	64223	ETSAUT	64360	LURBE-SAINT-CHRISTAU
64017	ALOS-SIBAS-ABENSE	64225	FEAS	64363	LYS
64020	ANCE	64229	GAMARTHE	64364	MACAYE
64026	ANHAUX	64231	GARINDEIN	64371	MAULEON-LICHARRE
64029	ARAMITS	64240	GERE-BELESTEN	64377	MENDIONDE
64040	ARETTE	64247	GOTEIN-LIBARRENX	64378	MENDITTE
64045	ARHANSUS	64256	HASPARREN	64379	MENDIVE
64047	ARNEGUY	64257	HAUT-DE-BOSDARROS	64391	MONCAYOLLE-LARRORY-MENDIBIEU
64050	ARRAST-LARREBIEU	64258	HAUX	64404	MONTORY
64058	ARTHEZ-D'ASSON	64259	HELETTE	64411	MUSCULDY
64062	ARUDY	64264	HOPITAL-SAINT-BLAISE	64422	OLORON-SAINTE-MARIE
64064	ASASP-ARROS	64265	HOSTA	64424	ORDIARP
64065	ASCAIN	64267	IBARROLLE	64425	OREGUE
64066	ASCARAT	64268	IDAUX-MENDY	64432	OSSAS-SUHARE
64068	ASSON	64271	IHOLDY	64433	OSSE-EN-ASPE
64069	ASTE-BEON	64273	IRISSARRY	64436	OSSES
64072	AUBERTIN	64274	IROULEGUY	64437	OSTABAT-ASME
64081	AUSSURUCQ	64275	ISPOURE	64441	PAGOLLE
64085	AYDIUS	64276	ISSOR	64463	REBENACQ
64086	AYHERRE	64277	ISTURITS	64468	ROQUIAGUE
64092	BANCA	64279	ITXASSOU	64473	SAINTE-COLOME
64093	BARCUS	64280	IZESTE	64475	SAINTE-ENGRACE
64104	BEDOUS	64283	JAXU	64477	SAINT-ETIENNE-DE-BAIGORRY
64107	BEHORLEGUY	64285	JUXUE	64484	SAINT-JEAN-LE-VIEUX
64110	BEOST	64289	LABASTIDE-CLAIRENCE	64485	SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT
64115	BERROGAIN-LARUNS	64297	LACARRE	64487	SAINT-JUST-IBARRE
64116	BESCAT	64298	LACARRY-ARIAN-CHARRITTE-DE-HAUT	64489	SAINT-MARTIN-D'ARBEROUE
64124	BIDARRAY	64303	LAGUINGE-RESTOUE	64490	SAINT-MARTIN-D'ARROSSA
64127	BIELLE	64310	LANNE-EN-BARETOUS	64492	SAINT-MICHEL
64128	BILHERES	64313	LANTABAT	64504	SARE
64130	BIRIATOU	64314	LARCEVEAU-ARROS-CIBIT	64506	SARRANCE
64136	BORCE	64316	LARRAU	64509	SAUGUIS-SAINT-ETIENNE
64148	BRUGES-CAPBIS-MIFAGET	64320	LARUNS	64522	SEVIGNACQ-MEYRACO
64150	BUNUS	64322	LASSE	64527	SOURAIDE
64154	BUSSUNARITS-SARRASQUETTE	64325	LASSEUBETAT	64528	SUHESCUN
64155	BUSTINCE-IRIBERRY	64327	LECUMBERRY	64533	TARDETS-SORHOLUS
64160	CAMBO-LES-BAINS	64330	LEES-ATHAS	64537	TROIS-VILLES
64162	CAMOU-CIHIGUE	64336	LESCUN	64538	UHART-CIZE
64166	CARO	64339	LESTELLE-BETHARRAM	64542	URDOS
64175	CASTET			64543	UREPEL
64185	CETTE-EYGUN			64559	VIODOS-ABENSE-DE-BAS

TYPLOGIE DES TRAVAUX DE DÉFENSE DES FORÊTS CONTRE L'INCENDIE DANS LE MASSIF DES LANDES DE GASCOGNE



- JUIN 2004 -

NOTA : l'annexe I-4 non publiée intégralement est consultable à :

Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt

Service Régional de la Forêt et du Bois

51 rue Kiéser - 33077 BORDEAUX CEDEX

tél : 05.56.00.42.07 - fax : 05.56.00.40.77

mèl : info@ardfci.com

Groupement d'Intérêt Public -

Aménagement du Territoire et Gestion des Risques

6 Parvis des Chartrons - 33075 BORDEAUX CEDEX

tél : 05.57.85.40.42 – fax : 05.57.85.40.26

mèl : srfb.draf-aquitaine@agriculture.gouv.fr

TRAVAUX DE RESTAURATION DES TERRAINS DE MONTAGNE

CONDITIONS TECHNIQUES ET FINANCIERES D'ELIGIBILITE
--

1) TERRITOIRES ÉLIGIBLES

Les territoires éligibles à une aide doivent être classés en zone de montagne au sens de l'article 3 de la loi n°85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne.

2) OPÉRATIONS ÉLIGIBLES EN RÉGION AQUITAINE

1. Amélioration de la stabilité des terrains en montagne pour protéger les forêts et garantir leur potentiel:

boisements et reboisement, reverdissement,
stabilisation des terrains sur les pentes, par drainage, soutènements et ancrages,
ouvrages de stabilisation du manteau neigeux et ouvrages de contrôle du dépôt et du transport de neige par le vent,
corrections torrentielles dans les bassins versants,
maîtrise d'œuvre et/ou études préalables dans la limite de 12% du montant hors taxes des travaux.

2. Travaux sylvicoles destinés au maintien ou à l'amélioration de la fonction de protection de la forêt :

travaux visant à renouveler le peuplement ou à en améliorer la stabilité (coupes de régénération ou d'amélioration accompagnés éventuellement de travaux de plantation en regarnis),
travaux préparatoires (marquage des arbres),
travaux connexes (amélioration de l'accès, places de dépôt) dans la limite de 10% du montant total de l'opération,
maîtrise d'œuvre et/ou études préalables dans la limite de 12% du montant hors taxes des travaux .

3. Cartographie des forêts à fonction de protection,

4. Ouvrages de protection passive qui concernent strictement les risques naturels spécifiques à la montagne (crues brutales des torrents, instabilité du sol sur les versants et avalanches) dans le cadre de la convention interrégionale de massif.

3) CONDITIONS D'OCTROI DES AIDES

- Priorité sera donnée aux projets correspondant en tout ou partie, à des travaux de correction, dite active, à la source.
- Existence d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles arrêté ou prescrit comprenant des mesures adéquates, ou, de documents cartographiques existants permettant une prise en compte satisfaisante des risques concernés dans l'aménagement et l'urbanisme (par exemple : carte d'aléa intégrée dans le PLU ex POS) .
- Pour les travaux sylvicoles ayant fait l'objet d'une vente de bois, l'aide théorique calculée à partir de la dépense éligible sera plafonnée pour que le montant de l'aide ajouté au produit de la vente reste inférieur ou égal au montant de la dépense éligible.
- Dans le cas des forêts relevant du régime forestier, les parcelles devront être classées en série de protection ou protection-production.
- En cas d'intervention sylvicole, les travaux devront être en conformité avec les documents de gestion forestière durable.
- Les collectivités locales bénéficiant des aides devront s'engager à assurer le bon entretien des ouvrages financés.

Par ailleurs chaque opération doit faire l'objet d'un avis conforme du service de restauration des terrains en montagne.

TRAVAUX DE CONTROLE DE LA MOBILITE ET DE FIXATION DES DUNES LITTORALES NON BOISEES

CONDITIONS TECHNIQUES ET FINANCIERES D'ELIGIBILITE

1) OPERATIONS ELIGIBLES EN REGION AQUITAINE

- implantation de végétaux herbacés ou buissonnants adaptés au sable et aux embruns à l'exclusion des plantes exogènes invasives,
- protection des plantations contre le vent,
- mise en place de dispositifs de modération de l'érosion éolienne : couvertures végétales, brise-vents, ...
- protection contre la pénétration du public (clôture, délimitation des zones de circulation, cheminements pour accès à la mer),
- signalisation de protection des zones réhabilitées vis-à-vis du public,
- de façon subsidiaire les petits travaux de génie civil (remodelages ponctuels,...).
- maîtrise d'œuvre et/ou études préalables dans la limite de 12% du montant hors taxes des travaux .

Seules sont concernées les opérations de prévention et de lutte contre l'érosion **éolienne**. Sont exclues en particulier les opérations de désensablement des zones habitées, ainsi que les travaux de prévention et de lutte contre l'érosion **marine**.

Par ailleurs l'aide est subordonnée à la réalisation d'un diagnostic préalable de la dynamique de la dune et chaque opération devra être soumise pour avis conforme à la mission littorale de l'ONF.

2) TAILLE MINIMALE DES PROJETS

La surface minimale des projets est fixée à 1 ha.